Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 17 septembre 2015 déterminant les modalités de fonctionnement du compte de dépôt mentionné à l'article R. 814-58-5 du code de commerce

NOR : JUSC1521353A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le livre VIII du code de commerce, notamment ses articles L. 814-2, L. 814-13 et R. 814-58-5,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le compte de dépôt mentionné à l'article R. 814-58-5 du code de commerce ne peut donner lieu à des retraits d'espèce, à la mise à disposition de formules de chèques, de cartes de paiement ou de crédit et ne peut domicilier aucune autorisation de prélèvement. Il ne peut faire l'objet d'une position débitrice.

Art. 2. – Une convention est signée entre la Caisse des dépôts et consignations et le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires afin de déterminer les modalités de fonctionnement du compte de dépôt mentionné à l'article précédent.

Art. 3. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Art. 4. – La directrice des affaires civiles et du sceau est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 17 septembre 2015.

Pour la ministre et par délégation :

*La directrice des affaires civiles
et du sceau,*

C. CHAMPALAUNE